Rapport Annuel 2009



Faire avancer la lutte contre le sida,
c'est faire avancer la société toute entière.



Le 29 septembre 1984, Daniel Defert écrivait une lettre à des proches, laquelle se terminait ainsi : *« Face à une urgence médicale certaine et une crise morale qui est une crise d'identité, je propose un lieu de réflexion, de solidarité et de transformation, voulons-nous le créer ? ».*

Plus de vingt-cinq ans après la création de AIDES, en tant que président de l'association et au nom de l'ensemble des militants, je crois pouvoir dire que ce lieu existe bel et bien.

AIDES est un lieu de réflexion. À tous les niveaux de AIDES, que ce soit départemental, régional et national, les militants et les personnes accueillies agissent et réfléchissent. Ils agissent, il suffit pour cela de constater la richesse de nos actions dans le présent rapport. Mais ils réfléchissent sur la pertinence des actions existantes, sur les besoins nouveaux des personnes séropositives, sur la structuration la plus efficiente pour l'association. Parce que AIDES est la première association française de lutte contre le sida, nous nous réinventons en permanence et réinterrogeons nos actions à la lumière des évolutions scientifiques, sociales ou politiques. Aujourd'hui, AIDES mène ainsi une réflexion avancée sur des actions d'accompagnement à l'injection pour les usagers de drogues. Nous avons également développé la démarche qualité à tous les échelons de la structure, grâce notamment au travail réalisé par le pôle Méthodologie Innovation Recherche Evaluation (MIRE).

AIDES est un lieu de solidarité. La solidarité de AIDES s'exprime au niveau national avec par exemple la mise en place d'une mutuelle pour les usagers qui n'y ont pas accès. Cela passe aussi par la participation active de AIDES à des collectifs inter-associatifs (comme Chronique Associés), afin de faire en sorte que les problématiques rencontrées par les personnes séropositives soient mieux prises en compte. Mais cette solidarité est aussi internationale. Que ce soit au travers de la Coalition PLUS (structure francophone de plaidoyer international dont AIDES est un membre fondateur) ou du soutien apporté au réseau Africagay contre le sida, notre association a fait des enjeux internationaux un axe fort de son action. Car nous savons toutes et tous que la lutte contre le sida ne pourra pas se gagner sans le Sud.

AIDES est un lieu de transformation. Jusqu'à présent, les tests de dépistage se faisaient en France dans des lieux médicalisés, avec la présence à toutes les étapes de professionnels de santé. Avec l'expérimentation Com'test lancée par AIDES en partenariat avec l'ANRS (Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les hépatites virales), les tests de dépistage rapide pour les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, peuvent se réaliser aujourd'hui dans les locaux de l'association, par des pairs, militants formés. Et nous espérons que cette expérimentation se généralisera : l'accès au dépistage et la connaissance de son statut sérologique, nous le savons, sont l'une des clés pour éradiquer le VIH/sida.

L'objectif de transformer la société lorsqu'elle fragilise les personnes malades ou vulnérables face à l'épidémie est toujours au cœur des actions de AIDES, ce que les militants ont symbolisé pour les vingt-cinq ans de l'association par la pose d'un immense ruban rouge sur la statue de la République, sur la place du même nom à Paris.

À l'heure où j'écris ces lignes, nous avons appris avec une grande tristesse le décès soudain de Christiane Marty-Double. Christiane, professeure de médecine de formation, a créé la délégation de AIDES dans le Gard au milieu des années 1980, elle est à l'origine des premiers programmes d'échange de seringues. Elle a été vice-présidente et secrétaire générale de AIDES, et elle était actuellement administratrice de l'association.

Sa militance et son engagement doivent être un exemple pour l'ensemble des personnes qui, en France et dans le monde, luttent contre le sida. Luttons !

Bruno SPIRE - Président de AIDES

AIDES EN CHIFFRES

Interventions sur internet (hors SERONET)

	Nombre de connexions		Nombre de sites		Nombre de permanences par an	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Site internet PVVIH 2009	1 970	1 167				
Intervention sur tchats			11	11	352	423

Matériel distribué

	2009	2008
Préservatifs masculins	968 686	877 254
Dosettes de gel	417 069	419 726
Préservatifs féminins	102 085	110 836
Seringues	1 416 503	1 335 004
Kits sniff	32 820	31 625

Activités de soutien individuel

	Nombres d'entretiens ayant abordé ces thématiques	
	2009	2008
Entretiens sociaux, juridiques, d'accès aux droits	19 846	20 286
Entretiens santé, soutien thérapeutique	25 261	23 755
Entretiens prévention, santé affective & sexuelle	26 837	29 353
Autres formes ou thématiques de soutien individuel	26 391	23 746

Activités d'accueil

	Nombre de lieux d'activité		Nombre de contacts	
	2009	2008	2009	2008
Accueil physique des délégations	80	83	72 518	71 944
Accueil téléphonique	62	67	47 884	51 945
Présence hospitalière	64	72	7 458	11 356
Lieux de sociabilité gay, commerces	293	286	29 240	25 167
Lieux de sociabilité personnes immigrantes, commerces	408	375	14 104	12 746
Lieux de contact avec personnes détenues	43	22	2 042	2 696
Autres lieux d'accueil	130	126	11 386	10 698

Publications nationales

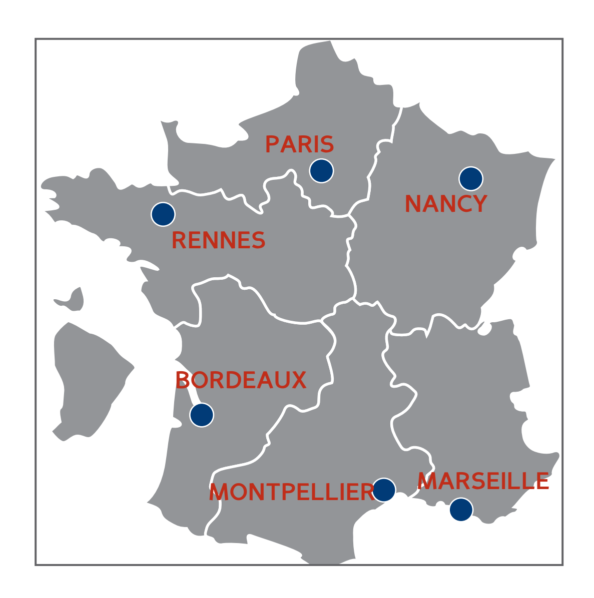
	Nombre de parutions éditées		Nombre total d'exemplaires édités	
	2009	2008	2009	2008
Revue Remaides	4	5	199 300	140 700
Autres publications concernant le VIH	24	17	486 00	316 800
Publications concernant les hépatites	0	1	0	100 000

Actions de visibilité

	2009	2008
Nombre estimé de contacts	117 441	89 757
Nombre de participations à des manifestations locales (par an)	539	605

Légendes des cartes et des tableaux ainsi que quelques abréviations courantes :

HSH : Hommes ayant des relations Sexuelles avec d'autres Hommes
M/Migrants : Personnes étrangères, immigrantes
CPP : Consommateurs de Produits Psychoactifs
F/Femmes : Femmes
H/Hôpital : Milieu hospitalier
P/Prison : Prsonnes incarcérées
RDR S : Réduction Des Risques Sexuels
(R) : Relais (icône noir sur les cartes)
DD / DR : Délégation Départementale (icône rouge) / Délégation Régionale (point bleu)
CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques des Usagers de Drogues



Actions nationales

Malgré une situation financière difficile, 2009 restera une année riche en terme d'activités. Nous nous étions fixés comme objectif de ne pas faire forcément plus, mais de faire surtout mieux. Les éléments ressortant des rapports d'activités 2009 illustrent bien cette orientation : des actions plus ciblées, parfois novatrices pour mieux coller aux besoins des personnes concernées par le VIH, un plaidoyer beaucoup plus actif comme levier pour adapter la société à l'épidémie, avec un réseau qui requestionne son organisation pour répondre à cette nouvelle donne qui facilite de nouvelles formes de mobilisation.

Samuel GALTIE - Secrétaire Général

Accès aux droits

Une des préoccupations phares de 2009 a été de porter plus largement et plus fort la parole des malades auprès des décideurs et des acteurs de la santé et du champ social. Cet enjeu est celui de la démocratie sanitaire. Pour ce faire, tout au long de l'année 2009, AIDES a consolidé ses positions dans les instances dédiées au VIH et a contribué à ce que la place des usagers soit réelle dans les instances de santé en région et conquis de nouvelles alliances.

AIDES a renforcé encore sa place dans les COREVIH (comités qui coordonnent les acteurs du VIH localement), en soutenant les représentants de AIDES qui y siègent en France et en outre mer, et en proposant des outils pour l'ensemble des représentants associatifs.

Mais en vue de défendre un accès aux soins égalitaire et de qualité, une organisation territoriale cohérente et une politique de prévention effective, AIDES entend plus largement s'impliquer dans l'organisation de notre système de santé. C'est pourquoi AIDES s'est mobilisée dans la mise en place des Agences Régionales de Santé (ARS) et les Conférences Régionales de Santé et de l'Autonomie (CRSA). Bien que ces instances, leur organisation et la place qu'elles réservent aux représentants des malades, aient pu au final décevoir, AIDES entend que ses représentants occupent une part des sièges réservés aux « usagers » : ce sera au menu de 2010.

Au-delà des instances strictement liées à la santé, AIDES a aussi voulu nouer et consolider des alliances avec ceux qui partagent tout ou partie de nos constats et revendications. L'objectif est de se faire connaître et reconnaître dans des réseaux où AIDES n'est pas suffisamment présente.

Alors, parce que les besoins quotidiens des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite sont, sur le plan social notamment, proches de ceux des personnes touchées par une autre maladie chronique, AIDES a donné une nouvelle impulsion au groupement des Chroniques Associés. AIDES, à travers ce collectif, a démontré sa capacité à porter des revendications concernant l'ensemble des personnes touchées par une maladie chronique.

Et parce que le VIH, dans certaines circonstances, peut fortement invalider au quotidien, il peut être juridiquement assimilé à un handicap. C'est ce qui justifie que l'on puisse par exemple toucher l'AAH (Allocation Adulte Handicapé). Mais alors, pourquoi ne pas faire entendre notre voix dans les instances dédiées au handicap ? C'est cette carence que AIDES s'est efforcée de combler en 2009. En prenant place, avec les Chroniques Associés, dans le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH), AIDES entend s'associer dans la durée à l'élaboration de tous les textes officiels sur le handicap.

Avoir sa place dans ces organisations et contribuer à ces réseaux, c'est gagner en visibilité et c'est multiplier les occasions de défendre un système de santé solidaire, un accès à la prévention et aux soins pour tous, en particulier en faveur des plus vulnérables (étrangers, détenus...). C'est aussi défendre leurs droits sociaux, comme un montant décent pour l'AAH.



Mars 2009, Manifestation « Ni pauvre, ni soumis »
En faveur d'un revenu décent pour les personnes malades et/ou handicapées

Santé

Les militants investis sur les questions de santé dans AIDES se sont beaucoup consacrés en 2009 à la mise en place légale des actions d'Education Thérapeutique du Patient (ETP). Ce travail s'est doublé d'un fort plaidoyer national pour que le rôle des malades et des associations qui les réunissent et les représentent soit véritablement reconnu dans les programmes qui viseront à augmenter leur autonomie et leur qualité de vie. Ainsi, AIDES s'est particulièrement investie dans le plan national d'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques. Elle a notamment co-présidé le groupe ad hoc sur l'ETP, et relayé nombre de propositions lors du parcours législatif de la loi HPST (du 21 juillet 2009 : Hôpital Patients Santé Territoire), s'attelant par exemple à la préparation du cahier des charges des actions d'accompagnement et d'ETP. 10 critères de qualité ont été définis, mutualisés ensuite avec les Chroniques Associés (www.chroniques-associes.fr).



▲ *Juin 2009, Marche des fiertés*



▲ *Stand de prévention en milieu festif*

Prévention

Les experts reconnaissent la validité de la prévention à AIDES.

Le rapport « Mission Réduction Des Risques Sexuels (RDRS) » publié en novembre 2009 à l'initiative du Ministère de la Santé préconise de combiner l'ensemble des moyens à notre disposition pour réduire le nombre des nouvelles contaminations par le VIH. Ce rapport d'expert reconnaît ainsi la pertinence et la validité des actions de prévention menées par AIDES en France avec les membres des communautés les plus exposées aux risques.

En 2009 par exemple, en partenariat avec le RAAC-sida (le Réseau des Associations Africaines et Caribéennes), AIDES a développé et mis en place des ateliers « Bien-être, santé, sexualité, prévention » à l'intention des femmes d'origine africaine ainsi que des ateliers « ma santé et mes droits » avec les personnes migrantes et étrangères.

Que ce soit avec les personnes migrantes, les gays, ou les personnes qui consomment des drogues, les actions de prévention de AIDES se fondent avant tout sur une prise en compte globale des personnes ainsi que sur le renforcement de leur capacité à protéger leur santé.



1er décembre 2009, NE RESTONS PAS DE MARBRE FACE AU SIDA !

L'épidémie évolue, la réponse doit aussi évoluer

Le 1er décembre 2009, les militants de AIDES ont habillé de rubans rouges les statues de la France entière (voir p 14).

Cette action publique avait pour vocation d'alerter l'opinion sur la nécessité de rester mobilisé 25 ans après le début de l'épidémie. Parallèlement, elle a permis d'attirer l'attention des médias, relais de nos revendications auprès des pouvoirs publics, notamment sur :

- L'évolution du cadre législatif et réglementaire en France pour favoriser la mise en place de projets de dépistage communautaire les mieux adaptés aux besoins et aux pratiques des personnes ;
- À l'international, les pays du G8, dont la France, doivent tenir leurs engagements : on est loin des promesses d'un accès aux traitements pour tous les malades du sida en 2010, alors qu'on sait aujourd'hui que pour arrêter l'épidémie, il faut traiter 100 % des malades.

◀ *1er décembre, Journée mondiale de lutte contre le sida*



Mars 2009, mission parlementaire au Burkina Faso mars 2009

Actions internationales

« À l'heure où les associations africaines sont en phase de développement, que la lutte contre les discriminations des populations vulnérables se déploie, qu'un consensus scientifique se dégage sur la nécessité d'un accès massif aux traitements pour stopper l'épidémie, la crise financière mondiale met en péril les financements nécessaires à la lutte contre le sida. Dans ce contexte, AIDES a poursuivi ses actions d'appui à ses partenaires africains pour soutenir leur mobilisation et a renforcé ses actions de plaidoyer en faveur de l'accès universel aux traitements et contre les discriminations. »

Graciela CATTANEO - Vice présidente

Renforcer les capacités des associations africaines de lutte contre le sida

AIDES soutient 35 associations dans 18 pays d'Afrique de l'ouest, centrale et au Maghreb qui pour la plupart ont mis en place des centres de prise en charge médicale, psychologique et sociale pour les personnes vivant avec le VIH/sida. Elles font de l'implication des personnes concernées par l'épidémie une composante majeure de leur action. Il s'agit de permettre aux associations d'être reconnues comme des acteurs des réponses nationales de lutte contre le sida.

En 2009, via l'organisation de missions, d'ateliers ou de formations, AIDES a contribué à améliorer la gestion financière, la vie associative et la bonne gouvernance, la qualité des activités de prise en charge des malades et la formation des ressources humaines de ses partenaires africains.

La mobilisation en faveur du financement de la lutte contre le sida pour les pays les plus pauvres

Afin d'alerter les décideurs et l'opinion publique sur la nécessité pour les pays les plus riches d'accroître leur engagement financier en faveur de l'accès aux traitements en donnant plus de moyens au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, AIDES a lancé avec d'autres associations françaises la campagne «Remind the Gap» (voir p 14). Cette campagne a connu un succès important en termes d'adhésion puisqu'une centaine d'associations, principalement issues des pays africains, l'ont rejointe. La mobilisation doit se poursuivre pour maintenir la pression sur les pays donateurs afin qu'ils donnent les moyens au Fonds Mondial de réaliser son ambition : éradiquer les trois maladies les plus meurtrières dans les pays du Sud.

Africagay contre le sida

En raison de la stigmatisation et des discriminations dont elles sont victimes dans beaucoup de pays d'Afrique, les personnes homosexuelles sont exposées à un haut risque de contamination et n'ont pas accès aux services de prévention et de prise en charge. Avec AIDES, 13 associations ont constitué le réseau Africagay contre le sida afin de renforcer des actions en faveur de l'accès à la santé des personnes homosexuelles au Burkina Faso, Togo, Sénégal, Cameroun, Burundi, Algérie, Côte d'ivoire et en Tunisie.

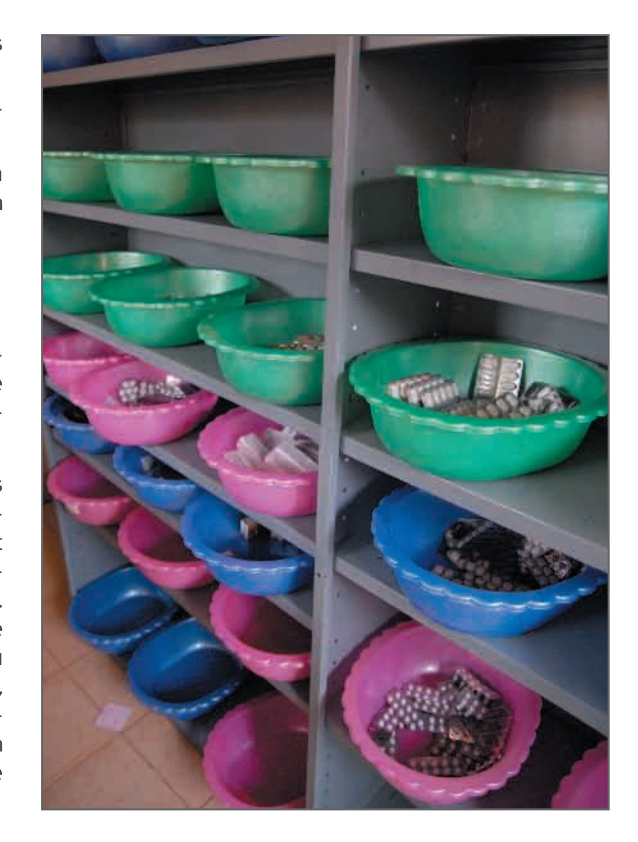
Avec d'autres acteurs français, AIDES a également développé des projets visant à :

- Favoriser l'accès des personnes homosexuelles aux services de prévention et de prise en charge,
- À améliorer les actions de lutte contre le sida en milieu de travail et à renforcer les actions de plaidoyer des partenaires dans leur pays pour un accès aux soins de qualité pour tous.

Lutter contre la pénalisation de l'homosexualité et ses conséquences néfastes en matière de santé publique

Le président du Burundi a adopté une proposition de loi pénalisant l'homosexualité pour la première fois dans l'histoire du Burundi. Toute personne jugée coupable d'activité homosexuelle est passible d'une peine d'emprisonnement de deux à trois ans, et d'une amende maximale de 80 dollars.

AIDES a soutenu l'Association Nationale de Soutien aux Séropositifs (ANSS-Burundi) dans sa mobilisation et son plaidoyer national et international pour combattre cette proposition de loi. AIDES était sur place et a financé une conférence de presse qui visait à convaincre la commission mixte paritaire en charge de trancher sur cette loi discriminante. Cet événement a réuni des intellectuels, des politiques, des agents de santé publique, des religieux et des journalistes. Cette rencontre a connu un grand retentissement et a été fortement relayée par la presse écrite, ainsi que par différentes chaînes télé et radio. Le débat, de grande qualité, a montré l'absurdité de cette loi et ses conséquences négatives en matière de lutte contre le sida. Cependant, la lutte continue car malgré cette mobilisation la loi a été adoptée au Burundi.



Coalition PLUS

« Deux ans ce n'est pas long, ce n'est pas la maturité, pourtant notre Coalition PLUS a les ailes grandes ouvertes. Déjà sept adhérents, sept associations qui épousent notre philosophie communautaire, ce qui est un très bon signe puisque nos critères sont contraignants et pas toujours faciles à atteindre. »

Lise Pineault - Présidente de PLUS

Structure internationale cofondée en 2008 par AIDES (France), ALCS (Maroc), ARCAD-SIDA (Mali) et COCQ-Sida (Québec), la Coalition PLUS est née de la volonté de dépasser les partenariats mis en œuvre au niveau international, pour bâtir une structure commune promotrice de la démarche communautaire. PLUS entend répondre aux besoins croissants de mobilisation humaine et financière qu'exige aujourd'hui la lutte contre le VIH/sida. Sa mission est d'unir les savoir-faire associatifs pour replacer les malades au cœur des dispositifs et porter leurs demandes au niveau des instances internationales. Cette coalition est vouée à s'élargir à de nouvelles associations partageant les valeurs et la démarche des membres fondateurs de PLUS. Ces nouveaux membres pourront alors jouir d'un soutien matériel et financier, et disposer d'une voix délibérative au sein de PLUS.



▲ *En 2009 la Coalition PLUS compte déjà 7 membres dont 3 nouveaux*

Ainsi, en 2009, trois nouvelles associations, AMO CONGO en République Démocratique du Congo, ARAS en Roumanie et Kimirina en Équateur sont venues rejoindre les quatre membres fondateurs de la Coalition PLUS autour d'une même initiative : promouvoir la démarche communautaire à l'échelle internationale.

Dans un contexte de raréfaction des moyens pour financer la lutte contre l'épidémie, la mobilisation des ressources a constitué un axe clé du plaidoyer de la Coalition. PLUS, en lien avec l'international HIV/AIDS Alliance et Stamp Out Poverty, a notamment initié un appel en faveur d'une taxe internationale sur les transactions de change comme financement de la santé mondiale : la taxe « Robin ». Cette campagne a depuis été reprise par plus de 150 associations dans une trentaine de pays. Cette année, les associations de la Coalition PLUS se sont engagées collectivement dans la mise en place d'un projet de recherche portant sur le partage du statut sérologique. Alors que peu de réponses associatives ont été proposées jusqu'à présent, ce projet doit permettre la transposition des résultats de la recherche en actions sur le terrain. Il vient également renforcer les capacités des militants associatifs dans le domaine de la recherche et ainsi valoriser la recherche communautaire.

Méthodologie Recherche Innovation Évaluation (MIRE)

« Regarder le chemin parcouru au cours de 25 ans d'action de AIDES doit servir à mesurer les changements dans les besoins des personnes confrontées au VIH et à anticiper avec elles de nouvelles réponses. Mais il s'agit aussi d'asseoir l'innovation et la recherche (par exemple le dépistage communautaire) sur le savoir faire acquis et de transmettre celui-ci aux nouvelles générations de militants et aux partenaires de AIDES. Parallèlement à des activités de recherche, la MIRE, créée en 2008, s'est attelée en 2009 à transmettre et améliorer l'existant au travers de la mise en œuvre d'une démarche qualité. »

Jean-Marie Le Gall – responsable de la MIRE

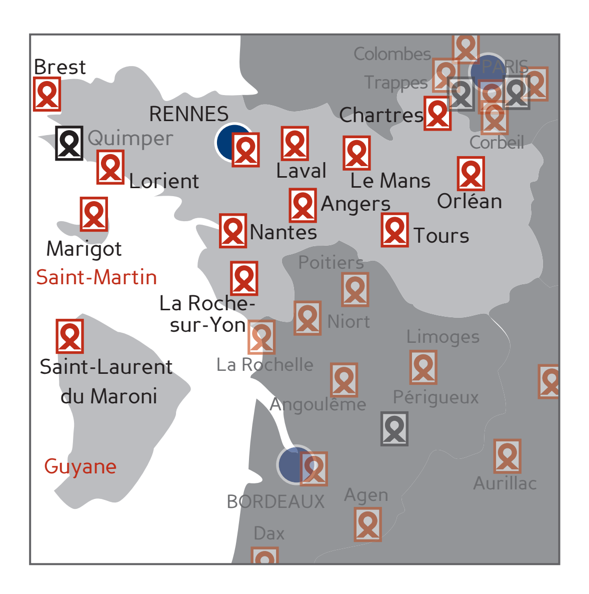


Améliorer la qualité des actions en santé communautaire

Le réseau AIDES porte une dynamique forte visant à faire reconnaître les principes et les acteurs de la démarche communautaire dans le champ de la prévention et de la promotion de la santé. AIDES a choisi d'appuyer cette reconnaissance sur deux leviers :

- Le partage des savoir-faire acquis par le réseau en réalisant et en éditant des « Guides communs d'actions » (exemple ci-contre) qui thésaurisent notre expérience de terrain au plus près des communautés confrontées au VIH. De cette démarche sont nés les premiers guides concernant la mise en place d'actions dans les lieux de sociabilité gays, dans les commerces Afro-caribéens, ou encore le guide d'action en milieu hospitalier.
- L'engagement de AIDES au coté de l'INPES et d'un collectif de réseaux associatifs, pour se doter d'outils performants, et accompagner ainsi la recherche contribue à une meilleure qualité d'action. Cette démarche est volontaire, s'inscrit dans des procédures d'auto-évaluation et ne peut s'imaginer sans une participation active de tous et en premier lieu des personnes rencontrées et/ou mobilisées dans l'action.

Le pôle MIRE de AIDES s'applique actuellement à assurer la bonne appropriation de ces outils et de cette démarche, notamment à travers la mise en place continue d'ateliers de formation. Toujours inscrites dans cette démarche d'ouverture, ces formations s'adressent tout autant aux différents acteurs de AIDES qu'à nos partenaires associatifs ou institutionnels.



Grand-Ouest

« En 2009, AIDES Grand Ouest s'est particulièrement concentrée sur la mobilisation et la vie associative à tous les échelons de AIDES (y compris au niveau international). L'organisation du Congrès National à Orléans à l'occasion du 25ème anniversaire de AIDES en a été un moment fort. La région a par ailleurs apporté sa pierre à l'édifice de la transformation sociale en concevant une formation action plaidoyer. Enfin, elle est parvenue à attirer l'attention sur les besoins de financements publics, notamment en région Centre à l'occasion du Congrès. »

Catherine Aumond - Présidente de AIDES Grand Ouest

Actions des Délégations	HSH	M	CPP	F	H	P
Angers - 49	X	X			X	X
Brest - 29	X		X			X
Chartres - 28	X	X	X	X	X	
St-Laurent du Maroni - 97	X	X	X	X	X	
Laval - 53		X	X			X
Lorient - 56	X			X		X
Le Mans - 72	X	X	X			X
Saint-Martin - 97		X		X		
Nantes - 44	X	X		X	X	X
Orléans - 45	X	X	X	X	X	
Rennes - 35	X	X	X	X		X
La Roche-sur-Yon - 85	X	X	X			X
Tours - 37	X	X	X		X	X
Quimper - 29 (R)	X	X	X			

Chiffres clés	
CARRUD	4
Volontaires	124
Accueils physique et téléphonique	27 668
Rencontres collectives	3 612
Participants à ces rencontres	611
Permanences internet	98
Préservatifs masculins distribués	128 319
Préservatifs féminins distribués	13 020
Matériel d'injection distribué	175 543

Porter ENSEMBLE les besoins des personnes

Parmi les nombreuses actions menées au quotidien par les délégations du Grand Ouest, il est important de mettre en avant le renforcement de la dynamique régionale autour du plaidoyer (agir pour faire évoluer le système sanitaire et social et plus largement la société).

Une « formation action » a été animée en métropole puis en Guyane. L'objectif général était de mettre les acteurs en capacité d'élaborer un projet local de revendications (de sa mise en œuvre à son évaluation).

5 thématiques ont été identifiées :

Dans les départements français d'Amérique (St-Martin et Guyane) :

- Réduire les dysfonctionnements de la sous-préfecture de Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) pour l'accès à la carte de séjour des étrangers malades ;
- Réduire les dysfonctionnements de la sécurité sociale sur l'accès à la couverture maladie ;
- Sensibiliser les professionnels aux conséquences des ruptures de confidentialité pour les personnes vivant avec le VIH/sida.

En métropole :

- Favoriser l'accès au matériel de prévention en prison ;
- Permettre aux personnes migrantes atteintes par le VIH de se stabiliser administrativement sur le territoire français afin de favoriser leur santé globale.



AIDES GUYANE : sur le fleuve, à la rencontre des personnes séropositives et vulnérables

AIDES est allée à la rencontre de la population concernée par le VIH de Grand Santi et Papaichton, au moment des fêtes locales qui permettent un contact plus facile avec la population. Les objectifs de cette mission étaient de comprendre les difficultés que rencontrent les partenaires locaux face à l'épidémie, rechercher une proximité avec les personnes touchées, soutenir et former des personnes relais, faire un état des lieux et inciter au dépistage. Mais il s'agissait aussi de comprendre le nombre élevé d'interruptions de suivi médical, de diffuser des messages de prévention et de réduction des risques, et de faire connaître AIDES, structure communautaire ressource.

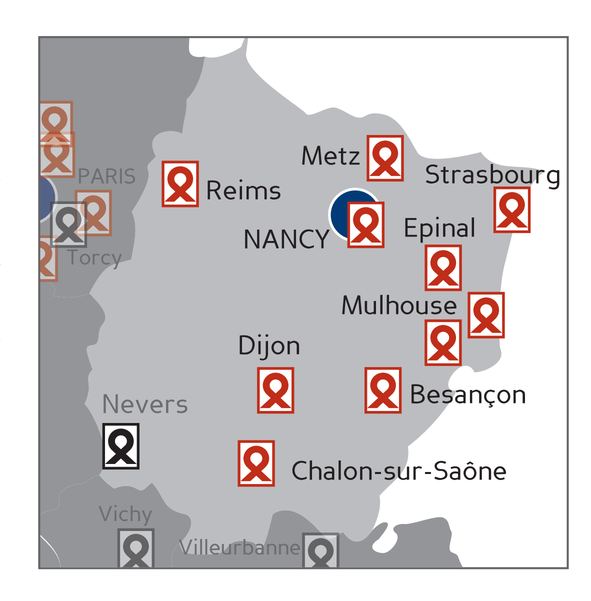
Ces missions ont mis en évidence la difficulté du parcours de soin, l'isolement des personnes touchées, la peur de la discrimination.

En 2010, la région va s'atteler à développer les formations tant à destination des professionnels que des commerçants et des leaders culturels de ces communes.

Grand-Est

« Pour AIDES Grand Est, l'année 2009 s'est inscrite dans la droite ligne des axes stratégiques 2009-2011. La délégation a donc concentré son action sur le développement du plaidoyer, en créant notamment un groupe régional « plaidoyer » et un groupe thématique « migrants ». Plus largement, AIDES Grand Est a engagé une vaste réflexion autour de la réorganisation territoriale de son réseau, afin de l'adapter aux nouveaux enjeux locaux de démocratie sanitaire et de définir de nouveaux lieux de mobilisation. Enfin l'accent a été mis sur le recrutement et la formation de nouveaux militants, ainsi que sur de nouvelles formes de mobilisation, ce qui nous a permis de mieux prioriser nos actions. »

Philippe Zuccolo - Président de AIDES Grand Est



2009, mobilisation et plaidoyer

Les rencontres avec les populations prioritaires sur leur lieu de vie et de convivialité ont considérablement accru le nombre des personnes soutenues par AIDES.

La région Grand Est a également mis en place la « formation des acteurs communautaires » pour des militants qui ne sont ni volontaires, ni salariés. Ces militants ont été invités à participer activement à la vie des délégations, à la construction des activités et du plaidoyer. L'objectif étant encore une fois de mobiliser toujours plus et de répondre aux attentes des personnes de manière à ce qu'elles deviennent des relais de AIDES au sein de leurs communautés.
















Création d'une plateforme santé gaie



15 associations LGBT et AIDES se sont retrouvées en novembre 2008 dans le cadre de THEMAGAY – Les journées sexe, plaisir et santé gaie de AIDES. Les propositions issues de ces journées s'articulent autour de quatre axes :

- Mettre en place des groupes de parole et d'entraide sur la sexualité, le coming-out, l'estime de soi… pour regrouper les gays, toutes générations et statuts sérologiques confondus.
- Promouvoir une image plus positive de la communauté gay dans la société pour lutter contre les discriminations, valoriser les acquis et continuer la mobilisation pour d'autres droits.
- Créer des dynamiques solidaires entre gays pour une meilleure acceptation des différences, dans la « communauté gay » et dans la société.
- Parler des questions de santé spécifiques aux gays dans les associations, pour une meilleure prise en charge individuelle et une meilleure reconnaissance par le système de santé.

Nous, associations LGBT et de lutte contre le sida, affirmons la nécessité de construire ensemble des réponses concrètes dans nos associations et dans la société. Nous voulons militer pour l'accès adapté au dépistage du VIH et des infections sexuellement transmissibles, organiser la dénonciation des mauvaises pratiques de certains soignants, offrir des espaces d'échanges autour de la sexualité, des discriminations …

Pour ce faire, nous avons décidé de nous regrouper au sein d'une plateforme inter-associative autour de la santé des gays.

Les membres fondateurs de cette plateforme sont : **CIGaLes** (Dijon – Bourgogne), **Association des Médecins Gays** (France), **ExAequo** (Reims)**, Nouvel Esprit** (Besançon-Franche Comté), **Les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence** (couvent d'Allor –Alsace Lorraine), **Warning** (International-France) et **AIDES.**

Nous appelons à une large mobilisation des gays au sein des associations et lors des marches des fiertés 2009 pour nous rejoindre.

Actions des délégations

	HSH	M	CPP	F	H	P
Besançon - 25	X		X	X	X	
Chalon-sur-Saône - 71	X		X	X	X	X
Dijon - 21	X		X	X		
Epinal - 88				X		X
Metz - 57	X		X		X	
Mulhouse - 68	X	X	X	X		X
Nancy - 54	X	X	X	X	X	X
Reims - 51	X	X		X	X	
Strasbourg - 67	X	X	X	X	X	
Nevers - 58 (R)			X			X

Chiffres clés

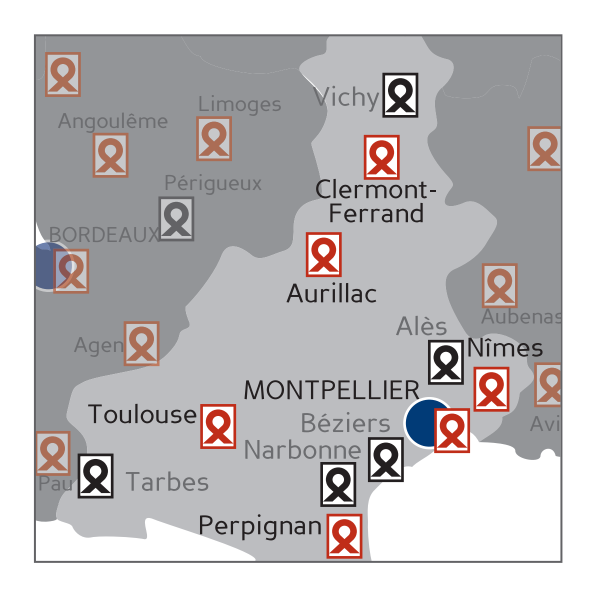
Volontaires	89
Préservatifs masculins distribués	110 773
Préservatifs féminins distribués	7 911
Matériel d'injection distribué	132 037
Dosettes de gel distribuées	51 145
Rencontres collectives thématiques	307
Participants à ces rencontres	1965
Entretiens individuels	12 153

Evolution du réseau, partenariats institutionnels et associatifs

En réponse à la nécessité de redéfinir les enjeux prioritaires sur notre territoire et anticipant la réforme de l'organisation des soins en France (loi Hôpital, Patient, Santé et Territoires), AIDES Grand Est s'est appliquée en 2009 à remodeler son réseau afin de garantir la qualité et l'efficacité de ses actions. Ce remodelage territorial est aujourd'hui très avancé en Bourgogne et en passe d'être formalisé en Lorraine.

AIDES Grand Est a également fortement contribué à la mise en place du Collectif Inter associatif Sur la Santé en Lorraine (CISS), dont elle est membre du Conseil d'Administration. Cette implication correspond encore à la volonté de promouvoir les actions inter-associatives et communautaires, afin de porter haut et fort la parole des personnes concernées auprès des instances décisionnaires régionales.

◂ Manifeste inter-associatif faisant suite aux THEMAGAY de 2008



Auvergne-Grand-Languedoc

« La reforme du système de santé et de l'organisation des soins est au cœur de notre réflexion en Auvergne Grand Languedoc. Ce sujet est régulièrement partagé par les militants. Durant l'année 2009, un flux constant de données actualisées a été fourni aux militants afin de mieux appréhender les enjeux. La décision politique ne doit pas se faire sans nous, experts de la vie avec la maladie. Un accompagnement spécifique des militants qui nous représentent dans les instances sera poursuivi tout au long de 2010, première année de vie des Agences Régionales de Santé. »

Frédéric Binoust - Président de AIDES Auvergne Grand Languedoc

Actions des Délégations

	HSH	M	CPP	F	H	P
Aurillac - 15			X	X	X	
Clermont-Ferrand - 63	X	X	X		X	
Montpellier - 34	X	X	X	X	X	X
Nîmes - 30	X	X	X	X	X	X
Perpignan - 66	X	X		X	X	
Toulouse - 31	X	X	X		X	X
Alès - 30 (R)			X		X	
Béziers - 34 (R)	X	X	X		X	X
Narbonne - 11 (R)	X		X		X	
Tarbes - 65 (R)	X		X		X	
Vichy - 03 (R)			X	X		

Chiffres clés

Préservatifs masculins distribués	124 783
Préservatifs féminins distribués	18 834
Dosettes de gel distribuées	41 632
Materiel d'injection distribué	511 951
Accueils individuels	7 581
Rencontres collectives thématiques	183

Démocratie sanitaire participative

L'année 2009 s'est ouverte sur un événement de grande ampleur qui a mobilisé les forces des militants des régions Sud Ouest et Auvergne-Grand Languedoc autour de la parole des personnes séropositives : UNIR +, Universités des personnes vivant avec le VIH.

Cette initiative a donné la mesure de la mobilisation des personnes concernées par le VIH dans un espace dédié et en adéquation avec leurs préoccupations. Elle a également pu montrer toutes les limites de l'écoute dont font preuve les professionnels quand le patient devient ici acteur de sa santé. Les recommandations formulées après recueil des besoins tout au long de l'année 2008 sont :

Etendre l'offre de dépistage, développer l'approche communautaire dans les actions de prévention, former les personnels médico-sociaux à une meilleure écoute et à une meilleure connaissance des enjeux du VIH, ou encore renforcer la vigilance à l'égard des stigmatisations et discriminations des personnes séropositives. Ces attentes ont ensuite été portées par les représentants de AIDES au sein des instances locales de santé.

UNI



Dépistage communautaire à résultat rapide : Com'Test

Com'Test a été initié à Montpellier en novembre 2008, co-piloté par AIDES et l'Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les hépatites virales. Ce projet a pour objectif d'évaluer la faisabilité et l'acceptabilité de cette nouvelle offre de dépistage, la satisfaction des personnes dépistées et la compétence des acteurs communautaires à prendre en charge le dépistage du VIH.

Il a fallu un certain temps d'appropriation de la part des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes pour qu'ils intègrent l'existence de cette nouvelle offre de dépistage. Les fréquentations des permanences ont été très fluctuantes au premier semestre 2009 et en augmentation à partir de mai. Cette nouvelle offre semble correspondre à une demande, puisque des personnes sont venues se faire dépister à plusieurs reprises. Les résultats de l'étude en 2010 ouvriront le débat sur les moyens d'élargir l'offre de dépistage en France.

Formation des militants sur l'Accompagnement à l'Injection (AAI)

L'accompagnement à l'injection pour AIDES implique l'organisation de sessions éducatives avec des personnes consommatrices de produits psycho-actifs par voie injectable demandeuses d'un soutien sur leur pratique de l'injection.

Dans le cadre des actions innovantes, la dynamique régionale sur l'Accompagnement À l'Injection s'est concrétisée par une forte implication des militants, notamment dans les formations. Destinées aux salariés et volontaires impliqués sur l'AAI en milieu festif, leur objectif est de renforcer les capacités individuelles et collectives des militants à conduire un projet d'accompagnement à l'injection en milieu festif.

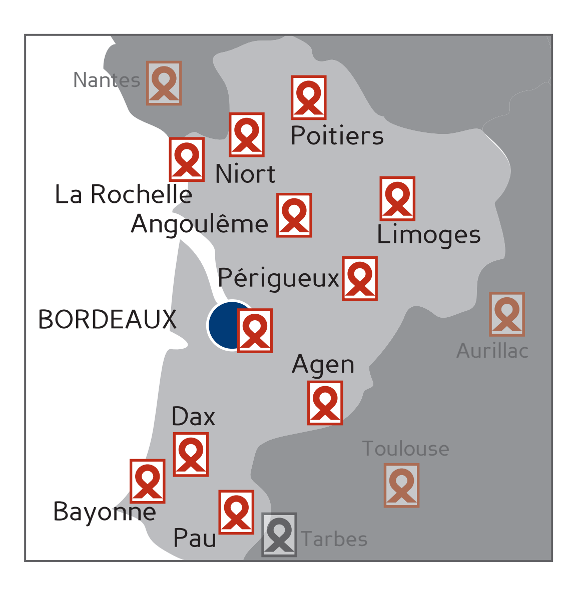
Prison : des actions en développement

La grande majorité des délégations a mis en œuvre des actions de soutien et/ou de prévention en direction des personnes détenues. Toutes ont vu leurs activités augmenter, notamment en matière de partenariats avec les différents acteurs intervenant en milieu carcéral. En 2009, AIDES Auvergne Grand Languedoc a mené de nouvelles actions de prévention et de réduction des risques sur trois nouveaux sites pénitentiaires. Les militants qualifient les relations avec l'administration pénitentiaire plutôt favorables à l'action de AIDES.

Sud-Ouest

« AIDES Sud Ouest est une région qui, malgré certaines difficultés (réduction de crédits, faible mobilisation des volontaires sur les postes à responsabilité), a su faciliter l'expression des personnes séroconcernées, fédérer un réseau de partenaires autour du dépistage rapide de Com'Test ou d'expérimentations de dépistage hors les murs (VIH, VHC, VHB). AIDES Sud Ouest s'est aussi fortement impliquée en milieu carcéral et auprès des consommateurs de produits psycho-actifs, en milieu festif ou dans les CAARUD. »

Patrick Grégory - Président de AIDES Sud-Ouest








Une mobilisation qui a continué dans le sud ouest

Pendant six jours, une centaine de personnes séropositives au VIH et parfois à une hépatite, se sont retrouvées pour des temps d'expression, de partage et de revendications. Ce temps fort de mobilisation a conduit à de nombreuses déclinaisons dans le Sud-Ouest :

- deux actions de Dicibilité/Témoignages via une conférence de presse et un reportage TV ont été réalisées par les femmes du Sud-Ouest,
- le renforcement du lien avec les services infectiologie et gastro-entérologie, marqué par une présence plus forte de AIDES dans ces services et la mise en place de partenariat avec les équipes de professionnels de santé, notamment sur la co-construction de projet d'éducation thérapeutique ;
- l'augmentation de temps collectifs thématiques spécifiques (santé, sexualité, prendre soin de soi...) ;
- la mise en place de commissions spécifiques dans les COREVIH suite aux recommandations élaborées lors d'UNIR+.

Actions des Délégations

	HSH	M	CPP	F	H	P
Agen - 47					X	
Angoulême - 16		X	X			X
Bayonne - 64	X		X	X	X	X
Bordeaux - 33	X	X	X	X	X	X
Dax - 40	X		X		X	
Limoges - 87		X	X			X
Niort - 79			X			X
Pau - 64	X		X		X	X
Poitiers - 86	X	X	X	X		X
La Rochelle - 17	X	X	X	X		X
Périgueux - 24	X		X	X	X	X

Chiffres clés

Nombre de volontaires	88
CAARUD (nombre de contacts)	4 672
Actions de RDR S avec des HSH	172
Actions de prévention auprès des immigrants	98
Actions de RDR avec personnes détenues	70
Rencontres collectives	223
Préservatifs masculins distribués	79 814
Préservatifs féminins distribués	9 836
Matériel d'injection distribué	193 021

L'essor des actions en milieu carcéral

En 2009, 10 départements sur 11 se sont impliqués sur quelques 70 actions collectives et d'accompagnements individuels, ce qui a permis de rencontrer 295 personnes incarcérées. Ces actions basées sur une approche collective et participative s'adressent aux détenus hommes, femmes et mineurs avec pour objectif de favoriser leur accès à la santé, en développant les savoirs autour des risques de transmission du VIH et des hépatites, en œuvrant pour la réduction des risques liés à la consommation de produits psycho actifs, et en favorisant la rupture de l'isolement des détenu(e)s.

En parallèle, des formations en direction des professionnels (SPIP, administration pénitentiaire) ont eu lieu afin de renforcer leurs connaissances sur les outils de prévention et de réduction des risques (traitement post-exposition, préservatif féminin), sur les modalités du dépistage et les modes de transmission du VIH.

AIDES, acteur ressource dans les pôles régionaux de compétences en promotion de la santé

L'investissement de AIDES dans les pôles régionaux de compétences Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes a été renforcé en 2009. Chaque délégation a contribué au développement des compétences des acteurs locaux de promotion de la santé en partageant son expertise et son savoir faire. Au titre d'acteur ressource et avec divers partenaires (CRES-CODES, ANPAA, intervenants en toxicomanie, mutuelles, etc.), AIDES Sud Ouest s'est investie dans les différentes missions de ces pôles : soutien méthodologique, formation, aide à l'évaluation, à l'innovation, à la communication et à la documentation en promotion de la santé.

Cette mobilisation a permis de promouvoir et de valoriser la santé communautaire auprès des acteurs institutionnels et associatifs.

Une nouvelle structuration de ces pôles au sein des ARS verra le jour en 2010. Avec le développement de la qualité des actions comme objectif prioritaire, AIDES contribuera grâce à son expérience à la démarche qualité en promotion de la santé.



Actions des Délégations	HSH	M	CPP	F	H	P
Colombes - 92	X	X		X	X	X
Gonesse - 95		X	X		X	X
Juvisy-sur-Orge - 91	X	X		X	X	X
Lille - 59	X	X	X	X	X	
Mantes-la-Jolie - 78			X		X	
Paris - 75	X	X	X	X	X	
Rouen - 76	X	X	X	X	X	X
Saint Denis - 93	X	X	X		X	
Torcy - 77	X	X	X		X	X
Vitry-sur-Seine - 94	X	X			X	X
Alfortville - 94 (R)	X	X	X	X	X	X
Le Havre - 76 (R)	X	X	X	X		
Trappes - 78 (R)	X	X	X	X		
Valenciennes - 59 (R)	X	X	X		X	

Chiffres clés	
Préservatifs masculins distribués	227 417
Préservatifs féminins distribués	35 441
Dosettes de gel distribuées	126 872
Materiel d'injection distribué	144 294
Kit Sniff distribués	1 553



Nord-Ouest-Île-De-France

«L'année 2009 sera marquée par l'orientation des actions des délégations départementales dans une démarche permanente de renforcement de notre approche de promotion de la santé communautaire et de recherche d'innovation. C'est pourquoi nous sommes allés en proximité des populations les plus concernées par le VIH et les hépatites particulièrement dans les lieux de sociabilisation comme les commerces et les coiffeurs africains. Nous avons voulu favoriser la construction d'un savoir collectif propre à transformer et/ou améliorer les inégalités de santé, d'accès aux soins et aux droits par des week-ends santé ou des ateliers santé et droit. Enfin, nous avons contribué à une recherche biomédicale en lien avec l'ANRS sur l'utilisation des tests rapides dans le cadre d'un dépistage par les pairs, c'est-à-dire les acteurs communautaires de AIDES.»

Stéphane Calmon - Président de AIDES Nord Ouest Ile-de-France

COM'TEST : dépistage communautaire sur Lille et Paris

Il s'agit d'une recherche biomédicale de l'Agence Nationale de Recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) réservé aux Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres Hommes (HSH), dont le but est de démontrer la faisabilité et l'acceptabilité d'un dépistage du VIH par des militants associatifs non-médecins ayant reçu une formation spécifique interne, utilisant des Tests de Dépistage Rapide (TDR).

En 2009, sur Lille une permanence par semaine a permis à 50 personnes de participer à COM'TEST et sur Paris, deux permanences par semaine (200 personnes).

Des résultats intermédiaires montrent un fort indice de satisfaction. Les entretiens pré et post test permettent d'élaborer des stratégies de réduction des risques sexuels. Des champs autres que les IST sont abordés comme le bien-être psychologique et le « coming-out » de la personne auprès de ses proches.

Les militants réfléchissent à la possibilité d'ouvrir ce dépistage à d'autres populations concernées et à élargir les tests à d'autres IST (syphilis, hépatites).

Séjour de bien-être thérapeutique

Ce séjour thérapeutique, élaboré avec les participants de la délégation de Paris a permis à 20 personnes d'envisager collectivement toutes les questions autour de la santé et de la qualité de vie, en tant que personnes séropositives, mais aussi de se connaître sous un autre jour, de resserrer les liens et d'être solidaires. Des espaces de parole formels et informels ont permis d'aborder différentes questions liées à la sexualité, à la co-infection VIH/Hépatite, à la dicibilité (pouvoir dire sa séropositivité) et aux avancées thérapeutiques.

Le Ludo de la sensibilisation au VIH/sida

Des femmes séropositives originaires d'Afrique subsaharienne et des travailleurs sociaux intervenant auprès des immigrants analphabètes ont exprimé à AIDES dans les Hauts de Seine leur frustration à ne pas parvenir à parler du VIH, sujet tabou, dans la communauté afro caribéenne. AIDES a proposé d'élaborer une version adaptée du jeu populaire africain appelé «Ludo» pour en faire un vecteur d'information sur la prévention et le dépistage. La dimension ludique permet de libérer la parole autour du VIH.

Zone noKpote : Atelier santé, sexualité barebackers

L'atelier « Zone no Kpote » est un groupe d'échanges communautaire portant sur la santé et la sexualité de gays ayant volontairement, systématiquement ou pas, des pratiques sans préservatif, afin de pouvoir se rencontrer et en parler plus librement.

Globalement pour chaque participant, les ateliers ont eu un impact positif en terme de bien-être et de vie personnelle : renforcement de la capacité à parler plus ouvertement de la séropositivité et des choix de pratiques sans latex avec les partenaires affectifs ou sexuels, à parler plus ouvertement avec les médecins pour une meilleure prise en charge en termes de santé sexuelle et de suivi médical.

Le dialogue avec des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes sans préservatif va donc se poursuivre, en y incluant encore plus fortement les notions de réduction des risques sexuels et de santé positive en 2010.

Rhône-Alpes-Méditerranée

« En 2009, la région Rhône-Alpes Méditerranée s'est principalement attelée à renforcer la participation des militants dans la vie associative. Car nos actions ne sont pas une finalité en elles-mêmes ; elles doivent toujours nous permettre d'observer, puis de revendiquer pour améliorer les conditions de vie des personnes séro-concernées. »

Marie Suzan - Présidente de AIDES Rhône-Alpes Méditerranée

Mobilisation et actions

Renforcement de l'action communautaire

Trois jours de partage d'idées et de ressourcement ont réuni pour la première fois l'ensemble des militants engagés dans AIDES, tous statuts confondus : permanents, volontaires, personnes accueillies ou investies dans la vie associative. Depuis, plusieurs délégations poursuivent l'expérience de nouvelles formes d'engagement à travers la participation à la réflexion, la préparation, la conduite et l'évaluation des actions.

Actions de réduction des risques et de soutien

Elles ciblent les populations les plus affectées et difficilement accessibles aux acteurs institutionnels : gays, migrants, usagers de drogues, séropositifs...

Particulièrement active auprès des consommateurs de produits psychoactifs, AIDES Rhône-Alpes Méditerranée a mené de nombreuses actions de prévention et de réduction des risques de transmission du VIH ou du VHC.

La région s'est également beaucoup investie auprès des personnes vivant avec le VIH. Conformément à toutes les recommandations d'experts, elle a développé des actions de soutien aux personnes atteintes (week-ends thématiques en résidentiel, accueils dans les locaux de la délégation...). Ces actions ont aujourd'hui pour principal objectif l'amélioration de la qualité de vie et de l'estime de soi des malades, qui conditionnent l'observance des traitements, et donc, le succès thérapeutique. Or ces aspects sont mal pris en compte par les soignants, et parfois ignorés des financeurs institutionnels. C'est pourquoi AIDES Rhône-Alpes Méditerranée a décidé de renforcer sa présence sur ce terrain.

Plaidoyer et présence territoriale

Observatoire et plaidoyer

Dans le prolongement des actions de terrain, celles menées pour la défense des droits des personnes concernées par le VIH et les hépatites ont été largement développées localement. Elles s'appuient sur l'articulation entre le niveau national, régional et local de AIDES, sur des partenariats inter-associatifs et inter-pathologies, et sur les liens de la délégation avec les élus locaux pour plus d'efficacité.

Parmi les mobilisations réussies, AIDES Rhône-Alpes Méditerranée en retiendra trois tout particulièrement :

- Le plaidoyer de AIDES auprès d'une parlementaire des Hautes-Alpes pour le maintien de la contribution financière française au Fonds Mondial.
- Les actions de la délégation des Alpes-Maritimes pour le respect du droit au séjour des étrangers malades
- La détermination de AIDES à veiller à la bonne application des règles de droit par les services préfectoraux, notamment dans les Bouches-du-Rhône.

Réflexion stratégique régionale

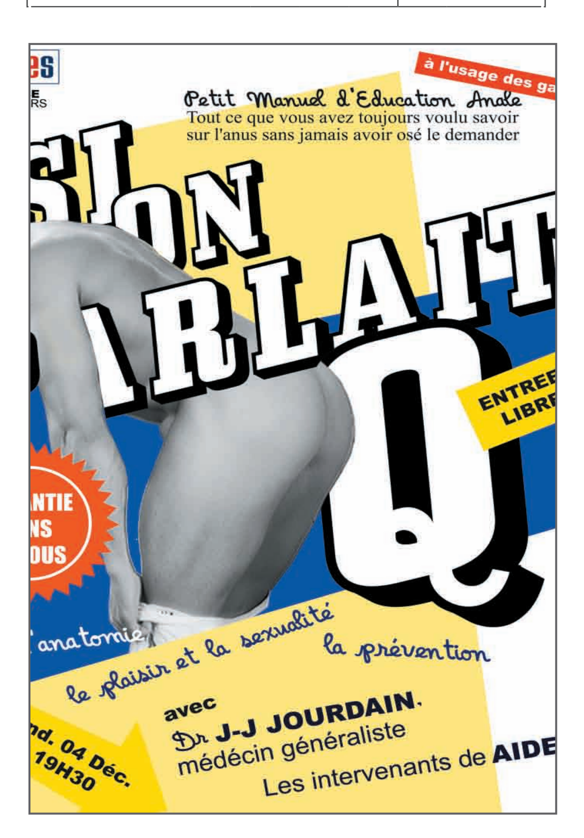
D'une façon plus globale, la réforme de l'organisation des soins en France (loi Hôpital Patient Santé et Territoires) a nécessité de profondes réflexions au sein de l'association, afin de définir dans chaque région de nouveaux territoires d'action.

Enfin, sur les deux régions administratives couvertes par la région, AIDES s'est positionnée dans toutes les instances où les représentants des usagers du système de soins peuvent se faire entendre : Conférences régionales de Santé et d'autonomie (CRSA), Comité Régional de coordination contre le VIH (COREVIH), et Collectif Inter-Associatif sur la Santé (CISS).



Actions des Délégations	HSH	M	CPP	F	H	P
Aubenas - 07			X		X	
Avignon - 84	X		X	X	X	
Gap - 05						
Grenoble - 38	X	X	X	X	X	
Lyon - 69	X	X				
Marseille - 13	X	X		X	X	X
Nice - 06	X	X			X	
Toulon - 83	X		X	X	X	
Bourg-en-Bresse - 01 (R)	X	X			X	

Chiffres clés	
CAARUD	4
Contacts population gay	10 000
Contacts personnes migrantes	4 367
Rencontres collectives thématiques	270
Participants à ces rencontres	1 887
Entretiens individuels	9 639





Juin 2009, congrès national d'Orléans ▲



1er Décembre, Partout en France ▲



Marche des fiertés ▲





Comment améliorer
LA QUALITÉ DE VOS ACTIONS
en promotion de la santé ?

participation !
démarche qualité ?
SAVOIR-FAIRE
populations

Guide d'autoévaluation construit par et pour des associations
Septembre 2009

inpes





Quelques affiches de 2009 ▲

Rapport Financier



Contrôle et Transparence

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2009 ont fait l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes, le Cabinet Durand & Associés, représenté par Jean Luc Bey . La certification atteste que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de AIDES à la fin de l'exercice. Elle atteste également de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices : conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, éditées par le plan comptable général 1999, ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement CRC no 99-01 du 16 février 1999.

2009, année de la sécurisation financière

L'exercice 2008 s'était soldé par un résultat déficitaire de 852 k€. Bien que ce déficit fût imputable à un changement de méthode comptable qui ne remettait pas en cause la bonne gestion de l'association, il a fortement impacté les fonds associatifs qui sont passés de 2 215 k€ en 2007 à 1 517 k€ en 2008.

Des indicateurs financiers qui repassent au vert

La priorité de AIDES pour 2009 était donc d'assurer la réalisation d'un résultat excédentaire afin de consolider sa sécurisation financière et ses fonds associatifs. Cet objectif a été atteint puisque le résultat de l'exercice 2009 se solde par un excédent de 545 k€, soit 1,5% du budget. Engendrant ainsi une hausse de 34,5% des fonds associatifs qui repassent la barre des 2 M€.
Le résultat d'exploitation corrigé est largement excédentaire (+ 1 132 K€) alors qu'il était déficitaire de -257K€ en 2008. Cette évolution s'explique par l'absorption totale du changement de comptabilisation des charges de collecte en 2008. Ce résultat traduit une maîtrise des charges courantes de l'association (notamment les charges de personnel) et la progression de nos produits de collecte.
Enfin, le résultat financier 2009, s'il affiche une détérioration (-320 k€ vs -265 k€ en 2008), s'explique essentiellement par une dotation aux provisions pour risques. Les agios eux ont diminué de façon significative (-153 K€). Cela s'explique par une situation de trésorerie bien meilleure en 2009 - en dépit de versements encore très tardifs de nombreuses subventions - permettant à l'association de limiter les coûts financiers.

La gestion maîtrisée des charges

Cet excédent de 545 k€ s'explique par une gestion rigoureuse des charges et une hausse significative des produits de collecte par rapport à 2008.
Les produits ont progressé en 2009 grâce au soutien des donateurs (particuliers, entreprises, fondations etc.), plus particulièrement grâce aux nombreux militants qui soutiennent AIDES par prélèvement mensuel automatique et qui ont permis de financer pour 7 090 k€ d'actions en 2009 contre 4 970 k€ en 2008. Cette mobilisation citoyenne autour de AIDES a donc pu contrebalancer l'érosion des financements publics sur les programmes internationaux. Les ressources liées à la générosité du public sont ainsi passées de 32% à 42% de nos ressources globales entre 2007 et 2009.

Le financement d'actions innovantes

L'excédent 2009 ne s'est donc pas fait au détriment de l'action. En dépit de nombreuses incertitudes pesant sur les financements dans un contexte de crise économique majeur, l'association a su maintenir ses nombreuses actions de prévention et de soutien aux personnes séropositives sur l'ensemble du territoire. Mieux, en poursuivant son travail d'adaptation de son organisation aux enjeux actuels, elle a trouvé les ressources pour développer des réponses nouvelles en phase avec l'évolution de l'épidémie : renforcement de son activité dans les Départements Français d'Amérique (Guyane notamment), diversification des sites proposant du dépistage rapide, mise en place d'une « démarche qualité » garantissant la pertinence de nos actions, renforcement du soutien (+ 500 K€) à la coalition internationale PLUS co-fondée par AIDES en 2008, etc.
Les frais de fonctionnement sont quasi identiques en 2009 et en 2008 (5 777 K€ contre 5 746 K€) malgré le maintien de l'activité et les opérations innovantes décrites ci-dessus, qui auraient pu les faire déraper.

Le socle prévention/soutien

Ce surcroît d'activités, allié à une optimisation du mode d'organisation de AIDES, se traduit par un niveau de dépenses affectées aux missions sociales à hauteur de 60.3% des charges totales. La modification du format et du mode de calcul en 2009, imposé par la législation comptable des organismes faisant appel à la générosité du public, rend difficile la comparaison entre exercices. Par exemple la valorisation des espaces de communication, les dotations aux provisions et les engagements à réaliser sur ressources non affectées sont désormais sorties des missions sociales et des frais de fonctionnement. D'où une baisse purement apparente (63.9% en 2008 contre 60.3% en 2009) des missions sociales alors que la valorisation des campagnes nationales de sensibilisation du grand public y était auparavant intégrée. Les dotations aux provisions ne sont que peu significatives dans les frais de fonctionnement.
Les deux piliers de AIDES que sont la prévention et le soutien aux personnes séropositives (VIH et/ou VHC) constituent ainsi 48.7% de l'emploi des ressources de l'association (17.9% en soutien et aide à domicile, 28.8% en prévention et information traitements & recherche, 2% en sensibilisation du public) auxquels il conviendrait d'ajouter la part de sensibilisation des personnes rencontrées lors des demandes de soutien opérées dans la rue. Les programmes internationaux représentent eux 8% du total des emplois.
En 2009, AIDES aura donc poursuivi le développement de ses actions, en France comme à l'étranger, tout en renforçant sa sécurisation financière. Une situation bienvenue pour débuter 2010 qui s'annonce particulièrement incertaine en temps de crise économique aigüe.

Compte de résultat

(en K€)	2009	2008
Montants nets des produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	0	0
Prestations de services	2	14
Produits des activités annexes	145	161
Total des produits d'exploitation		
Production stockée	64	53
Subventions d'exploitation	19 042	19 201
Reprises sur amortissement, provisions, transfert de charges	479	217
Collectes	15 954	15 048
Cotisations	26	30
Autres produits	311	223
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	0	0
Variation des stocks de marchandises	0	0
Variation de stock de matières premières	0	0
Autres achats & charges externes	(15 339)	(12 593)
Impôts, taxes & versements assimilés	(1 403)	(1 342)
Salaires & traitements	(10 975)	(10 605)
Charges sociales	(5 275)	(5 120)
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(515)	(485)
Dotations aux provisions sur immobilisations	(16)	0
Dotations aux provisions sur actif circulant	(40)	(91)
Dotations aux provisions pour risques & charges	(269)	(36)
Autres charges	(1 446)	(4 861)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**744**	**(185)**
+/- Report des ressources non utilisées sur exercices antérieurs	623	615
- Engagement à réaliser sur ressources affectées	(235)	(686)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION CORRIGÉ	**1 132**	**(257)**
Produits financiers		
Autres intérêts & produits assimilés	2	81
Reprises sur provisions et transfert de charges	30	0
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements & provisions	(183)	(44)
Intérêts & charges assimilées	(168)	(301)
RÉSULTAT FINANCIER	**(320)**	**(265)**
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	102	68
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5	20
Reprises sur provisions & transferts de charges	16	54
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(246)	(225)
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(3)	(28)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(143)	(219)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**(268)**	**(330)**
Total des produits	36 178	35 170
Total des charges	(36 021)	(35 950)
EXCÉDENT OU (DÉFICIT)	**545**	**(852)**











Bilan

Actif

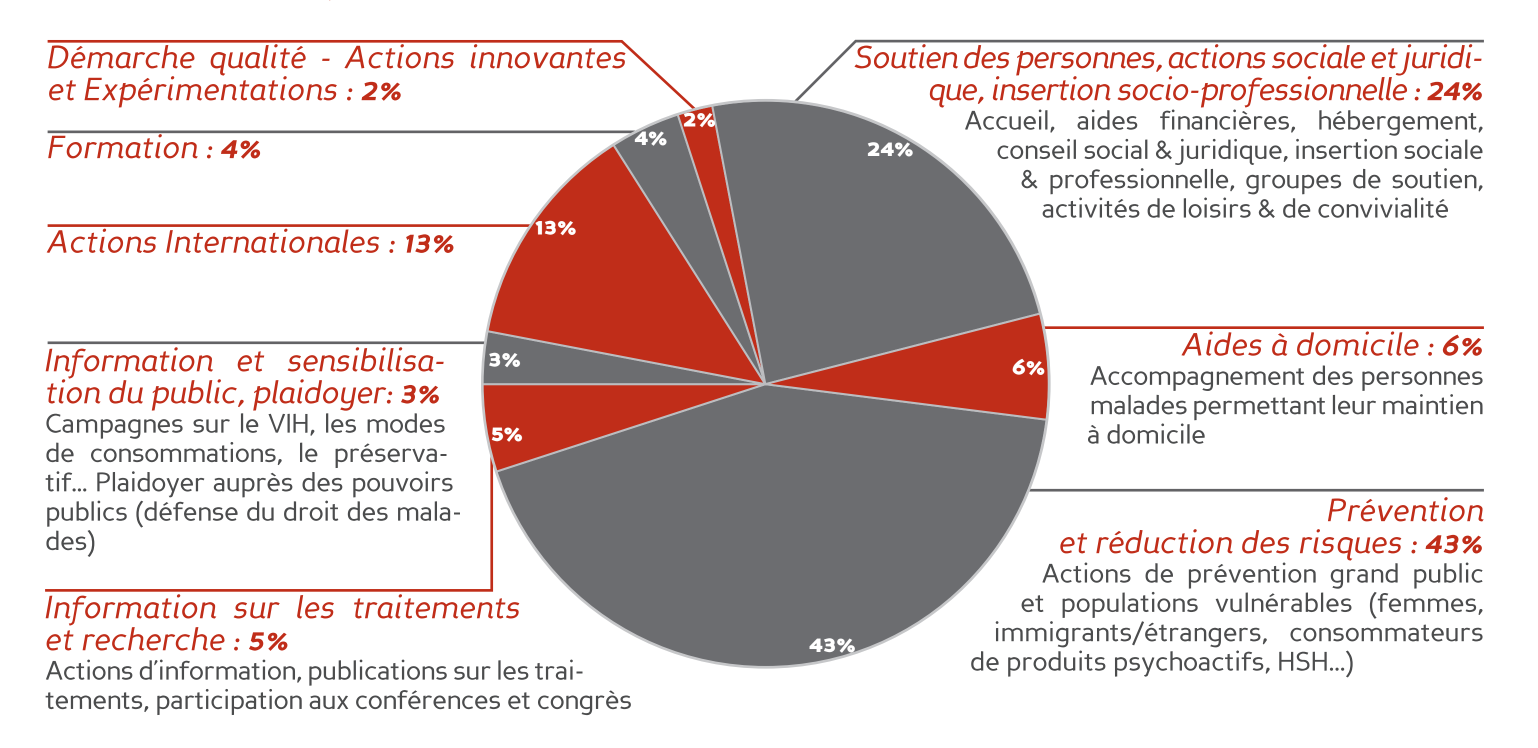
(en K€)	2009	2008
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevets, & frais de recherche	13	23
Autres immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles		
Terrains	403	354
Constructions	2 832	2 595
Installations, materiel industriel	48	62
Autres immobilisations corporelles	836	863
Immobilisation en cours	3	0
Immobilisations financières		
Autres titres immobilisés	35	28
Prêts	928	469
Autres immobilisations financières	241	230
ACTIF IMMOBILISÉ	**5 341**	**4 625**
Stocks & en-cours		
Stocks de produits intermédiaires & finis	91	53
Créances d'exploitation		
Avances, acomptes versés sur commandes	15	33
Créances usagers & comptes rattachés	155	125
Autres créances	4 560	5 804
Disponibilités & divers		
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	1 498	622
Charges constatées d'avance	423	351
ACTIF CIRCULANT	**6 742**	**6 988**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0
Écart de conversion actif	0	21
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**12 083**	**11 635**

Passif

(en K€)	2009	2008
Fonds associatifs		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 328	1 328
Autres réserves	431	98
Report à nouveau	(2 516)	(1 674)
Résultat de l'exercice	545	(852)
Autres fonds associatifs		
Report à nouveau des résultats sous contrôle de financeurs	134	572
Écart de réevaluation	1 612	1 612
Subventions d'Investissement sur biens non renouvelables	467	393
Provisions réglementées	40	40
FONDS ASSOCIATIFS	**2 040**	**1 517**
Comptes de liaison		
Provisions pour risques & charges	857	329
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	401	729
Sur autres ressources	0	60
Dettes		
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	1 559	1 544
Emprunts & dettes financières divers	1	1
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	2 049	1 427
Dettes fiscales & sociales	2 117	2 314
Dettes sur immobilisation & comptes rattachés	35	8
Autres dettes	293	189
PCA	2 732	3 517
AUTRES PASSIFS	**10 043**	**10 118**
Écart de conversion passif	0	0
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**12 083**	**11 635**

Emplois & ressources

Missions sociales 2009



Emplois

	Montants en k€ 2009	%
Missions sociales	**22 183**	**60,3%**
Soutien des personnes, action sociale & juridique, insertion socio-professionnelle	5 249	14,3%
Aide à domicile	1 331	3,6%
Prévention & réduction des risques	9 529	25,9%
Information sur les traitements & la recherche	1 072	2,9%
Information & sensibilisation du public, plaidoyer politique	730	2,0%
Actions internationales	2 847	7,7%
Formation	890	2,4%
Conseil en méthodologie & évaluation des actions	537	1,5%
Frais d'appel à la générosité du public	**7 412**	**20,1%**
Fonctionnement	**5 777**	**15,7%**
Directions, comptabilité, gestion, ressources humaines	1 743	4,7%
Frais généraux, secrétariat, informatique, communication interne, éditions	1 543	4,2%
Vie associative	259	0,7%
Représentation du personnel	22	0,1%
Charges financières	159	0,4%
Charges exceptionnelles de fonctionnement	12	0,0%
Animation régionale des délégations AIDES	2 038	5,5%
Dotation aux provisions	650	1,8%
Engagements à réaliser sur ressources affectées	**235**	**0,6%**
Résultat	**545**	**1,5%**
Sous Total	**36 801**	**100%**
Contributions volontaires en nature		
Missions sociales		
Dons en nature (espaces de communication)	810	
Volontariat	5 522	
Total	**43 132**	

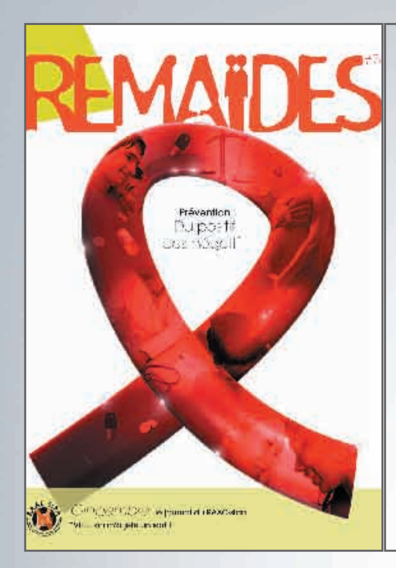
Ressources

	Montants en k€ 2009	%
Stocks	64	0%
Production stockée	64	
Ventes & prestations de services	147	0%
Prestations de services	147	
Subventions publiques internationales	963	3%
Communauté Européenne	64	
Ministère des Affaires Étrangères	899	
Subventions publiques nationales	17 777	48%
DGS/GRSP/DRAS/DDAS	10 494	
Ministère de l'emploi	0	
MILDT	16	
Autres ministères	157	
Ministère des Sports	0	
CNAM	71	
Conseils Régionaux	216	
CRAM	51	
DRTEFP-EQUAL	0	
Conseils Généraux	991	
Communes	473	
CPAM	4 753	
Autres établissements publics	192	
CAF et ALT	101	
Aides à l'emploi (CNASEA : CEJ, CES, CEC)	19	
Adultes relais	141	
CIVIS	6	
CAE	37	
Autres subventions liées au personnel	60	
Collectes (Dons & Legs)	15 954	43%
Dons	15 624	
Legs	331	
Autres financements privés	1 150	3%
AGEFIPH	0	
Organismes privés (laboratoires & mutuelles)	253	
Solidarité sida	7	
Fondation de France	4	
ECS	38	
Cotisations	26	
RAP, transferts de charges	479	
Autres produits	211	
Produits financiers	132	
Produits exceptionnels	123	0%
Report des Ressources non utilisées (exercices antérieurs)	623	2%
Sous Total	36 801	100%
Dons en Nature (Espaces de communication)	810	
Volontariat	5 522	
Total	**43 132**	

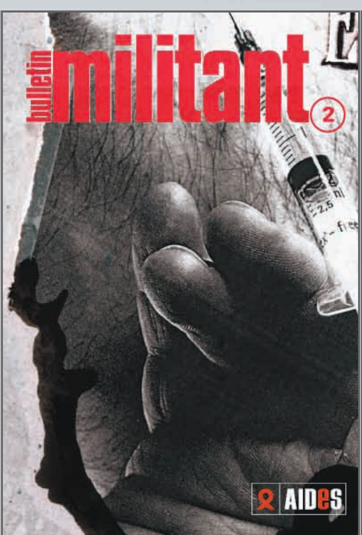


Extrait de la Fresque 25 INSTanTs de V. Malléa

AIDES en 2009, c'est aussi et toujours









REMAIDES

Un trimestriel de témoignages et d'information diffusé gratuitement aux personnes concernées par le VIH et les hépatites virales. Depuis 2008 existe aussi en version Suisse et Québécoise. Gratuit, il est tiré à 47 000 exemplaires et diffusé dans plus de 75 pays.

SERONET

Depuis 2008, Seronet compte plusieurs milliers d'inscrits et des centaines de visiteurs chaque jour. Au total, les séronautes ont consulté plus de 6,5 millions de pages. Chaque jour le site reçoit plus de 1 800 visites. Depuis juillet 2009, Seronet a ouvert ses tribulles, des communautés permettant de se réunir entre inscrits sur le site, par affinités.

www.seronet.info

Le bulletin militant

Le Bulletin Militant, journal trimestriel de notre association, présente nos actions, nos idées, nos revendications. Outre les militants de AIDES, il est diffusé auprès de nos partenaires, des soignants, des militants de la lutte contre le sida, des décideurs de santé publique, chercheurs...

Le Bulletin Militant est le dépositaire de nos débats, un fonds commun pour irriguer la réflexion collective dans et hors AIDES. Les sujets ne manquent pas...

Publications 2009

AIDES publie de nombreux documents d'information thérapeutique, de témoignages, de préventions et/ou d'accès aux droits. Ils sont gracieusement mis à disposition des personnes malades et de leur entourage, des professionnels et de tous ceux qui souhaitent s'informer sur le VIH/sida et les hépatites et son évolution.

Remerciements

AIDES remercie tout particulièrement les donateurs, les entreprises, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2009.
Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte.
Merci à tous les membres de AIDES, volontaires, salariés, personnes accueillies, participants aux actions, et sympatisants.

Merci enfin à toutes celles et ceux qui ont participés de près ou de loin à la réalisation de ce Rapport Annuel 2009, rédacteurs, photographes et relecteurs.

Crédits

Directeur de la publication : Bruno Spire
Conception générale : Fabien Barthas
Rédacteurs :
Programmes nationaux, Programmes internationaux, MIRE, Coalition PLUS,
Les Régions : Auvergne Grand-Languedoc, Grand-Est, Grand-Ouest, Nord-Ouest-Île-de-France, Rhône-Alpes Méditerranée, Sud Ouest,
Graciela Cattanéo, Romuald Chaussivert, Samuel Galtié, Hugo Incigneri, Nadège Meurisse, Bruno Spire
Relecture : Francesca Belli, Laurence Bordas, Magali Capitaine, Laurent Cottin, Floriane Cutler, Olivier Dénoue
Maquette et réalisation : Fabien Barthas avec le soutien de Laurent Cottin
Crédits photographiques : S. Blot, V. Cammas, V. Malléa, L. Marsault, N. Meurisse, Barbara Pellerin, A. Simon, C. Soares
BETC Euro RSCG, TBWA Paris
Impression : MEGATOP

AIDES membre de PLUS

www.aides.org

Contacts

Association AIDES

Tour Essor - 14 rue Scandicci 93508 Pantin cedex
Téléphone : 0805 160 011 (appel gratuit depuis un poste fixe)
Site internet : www.aides.org
E-mail : aides@aides.org